



**Revue de presse**  
**Gouvernance des eaux souterraines**  
**d'Abitibi-Témiscamingue**  
**11 – 25 septembre 2013**

*Pour plus d'informations, veuillez contacter :*

Olivier Pitre, Directeur

SESAT

Tél: (819) 732-8809 poste 8239

Courriel : [olivier.pitre@sesat.ca](mailto:olivier.pitre@sesat.ca)

12 sept. 2013

### Le Kenya découvre 250 milliards m<sup>3</sup> d'eau dans des réserves souterraines

12/09/2013 14:47 (Par Sandra BESSON)



*Le Kenya a découvert des réserves d'eau souterraine 100 fois supérieures à ses réserves en surface, mais qui seront difficiles à exploiter sans investissements de la part des gouvernements.*

Le Kenya découvre 250 milliards m<sup>3</sup> d'eau dans des réserves souterraines

Les scientifiques ont découvert des réserves gigantesques d'eau souterraine à plusieurs centaines de mètres sous la surface du nord du Kenya, sujet à la [sécheresse](#), qui pourraient irriguer les cultures et permettre d'éviter les conflits tribaux liés aux pénuries d'eau, d'après le gouvernement kenyan et les agences humanitaires.

En utilisant des imageries satellites, une technologie sismique utilisée pour la chasse au pétrole et au gaz et des techniques de forage, l'agence culturelle et scientifique des Nations Unies, l'[UNESCO](#), et le gouvernement Kenyan ont identifié cinq aquifères, dont deux ont déjà été explorés.

Les aquifères détiennent un total de 250 milliards de mètres cubes d'eau, tandis que près de 3,4 milliards de mètre cube d'eau remplissent les lacs souterrains chaque année, soit environ la même quantité que la consommation d'eau actuelle du Kenya, d'après ce qu'a indiqué le ministère de l'eau.



“ Accéder à l'eau souterraine pourrait s'avérer difficile dans cette région isolée ”

« Si nous utilisons l'eau de manière durable, nous aurons des ressources en eau beaucoup plus sécurisée » a déclaré Judi Wakhungu, secrétaire du cabinet pour l'environnement, l'eau et les ressources naturelles.

Des tests supplémentaires sont nécessaires pour confirmer la quantité et la qualité de l'eau, d'après elle. Si les aquifères sont bien gérés, ils pourraient approvisionner des infrastructures d'irrigation à grande échelle dans le nord et l'industrie, ainsi que les ressources en eau potable.

Les agences humanitaires disent que l'eau souterraine n'est pas une panacée pour les pénuries d'eau dont souffre l'Afrique mais qu'elle pourrait représenter une partie importante d'une stratégie visant à lutter contre une augmentation importante de la demande en eau alors que la population du continent est en croissance constante.

Certaines études indiquent que les réserves souterraines d'eau de l'Afrique sont 100 fois plus élevées que ses réserves en surface. Mais les exploiter nécessite davantage d'investissements de la part des gouvernements.

« L'important désormais est de garantir que les investissements aient lieu pour s'assurer qu'elles soient exploitées pour le bien-être et le développement des communautés de Turkana » a déclaré Brian McSorely d'Oxfam Kenya, en référence aux réserves récemment découvertes.

L'eau souterraine se trouve dans les bassins de Lotikipi et Lodwar dans le Comté de Turkana, l'une des régions les plus négligées du Kenya où les organisations caritatives affirment que beaucoup vivent sous le seuil minimum d'eau de 20 litres par jour.

Accéder à l'eau souterraine pourrait s'avérer difficile dans cette région isolée, affectée par le banditisme et les vols de bétail entre les tribus rivales qui sont de plus en plus mortels alors que les armes automatiques pénètrent en masse dans le pays en provenance du Sud Soudan et de la Somalie.

La compétition pour l'eau de plus en plus rare a exacerbé les tensions tribales transfrontalières.

« Le potentiel est grand en matière de réduction de la possibilité de conflits causés par l'eau, et également en termes de développement économique et pour les sources de revenus » a déclaré Gretchen Kalonji, assistance du directeur général de l'UNESCO pour les études scientifiques.

Les Échos.fr

19 sep. 2013

Gabriel Gresillon et Yann Rousseau

# Cette nuit en Asie : révélations sur l'incroyable mensonge de Tepco à Fukushima

Par *Gabriel Gresillon et Yann Rousseau* | 19/09 | 06:32 | mis à jour à 13:10

Tepco, l'opérateur du site de Fukushima, avait volontairement négligé la gestion des eaux contaminées dès le mois de mai 2011, pour des raisons financières et boursières. Le gouvernement de l'époque aurait avalisé la situation.

## Fukushima : l'incroyable mensonge de Tepco



Tepco, l'opérateur du site de Fukushima, a volontairement négligé la gestion des eaux contaminées du site dès le mois de mai 2011 - AFP

Deux députés du centre-gauche, membres de l'administration au pouvoir au Japon en 2011 lors de la destruction de la centrale de Fukushima-Daiichi viennent de révéler que Tepco, l'opérateur du site, avait volontairement négligé la gestion des eaux contaminées dès le mois de mai 2011 car il redoutait alors d'engager des dépenses qui auraient pu ternir son image sur les **marchés financiers**. Selon les anciens cadres de l'exécutif, l'électricien aurait compris deux mois après la catastrophe que d'énormes quantités d'eau souterraine venaient inonder les sous-sols des réacteurs et se chargeaient en radioactivité. Le groupe aurait alors envisagé la construction d'un gigantesque mur d'acier autour du site pour empêcher ces flux et freiner une accumulation d'eau radioactive. Mais, un mois plus tard, en juin 2011, l'opérateur aurait repoussé ce projet qui lui aurait coûté près d'un milliard de dollars.

"Si nous incluons ce coût de construction à nos comptes, le marché considérera que nous sommes une société menacée par la faillite", aurait alors expliqué un cadre de l'entreprise à Banri Kaieda, le ministre de l'industrie de l'époque et à Sumio Mabuchi, qui servait de conseiller spécial au premier ministre Naoto Kan. Tepco aurait alors promis d'entamer les travaux nécessaires un peu plus tard et aurait demandé, en échange, au gouvernement de rester vague, lors des conférences de presse sur la crise nucléaire, sur cet enjeu de l'eau contaminée et sur le projet de mur de protection. Considérant alors que la catastrophe relevait effectivement de la sphère privée et non de la responsabilité publique, les autorités avaient accepté ce "marché" pour ne pas nuire à la santé financière de l'électricien, qui devait par ailleurs dédommager les victimes ayant du évacuer leurs maisons situées près de la centrale. "Tepco n'a ensuite pas tenu sa promesse", a regretté Sumio Mabuchi.

Deux ans et demi plus tard, Tepco a été nationalisé pour éviter une faillite complète et le gouvernement a admis, du bout des lèvres, qu'il allait devoir s'impliquer dans la gestion du démantèlement, qui est perturbé par la dangereuse accumulation d'eau contaminée.

**Le Premier ministre Shinzo Abe doit se rendre cet après-midi dans la centrale détruite pour faire le point sur la situation .**

## CORDIS Actualités

17 sep. 2013

### Exploiter davantage les eaux souterraines

[Date: 2013-09-17]

D'ici 2050, environ 4 milliards de personnes vivront dans des pays en pénurie d'eau. Il est urgent de développer des techniques innovantes pour récupérer la moindre goutte provenant des ressources disponibles, et une équipe de scientifiques européens pense avoir des éléments de réponse.

Dans de nombreux pays européens, l'eau potable provient des eaux souterraines, ce qui est le cas pour plus de 80 pour cent de l'eau du robinet au Danemark, en Autriche, en Islande, en Italie et en Suisse. L'eau est alors généralement filtrée et pompée, tout comme le café est filtré, pour en éliminer le fer, le manganèse et les impuretés.

Les problèmes surviennent lorsqu'il s'agit de nettoyer ces filtres. Le procédé consiste à laver l'eau à contre-courant, cette opération peut entraîner une perte de 10 pour cent de l'eau potable potentielle, celle-ci est simplement évacuée avec les eaux usées, explique André Reigersman, coordinateur du projet IWEC («Increased water efficiency with ceramic membrane technology»), financé par l'UE, et chef de la direction de la PME néerlandaise RWB Water Services.

IWEC souhaite intégrer des membranes céramiques dans le processus et démontrer leur faisabilité dans une usine de démonstration aux Pays-Bas.

«L'utilisation des membranes pourrait permettre d'économiser jusqu'à deux kilomètres cubes d'eau par an, ce qui équivaut à la consommation d'eau potable aux Pays-Bas et en Suède», explique Reigersman.

D'autres types de membranes ont été analysés. Cependant, les versions en plastique, soit par aspiration ou à pression, ne retirent pas toujours toutes les bactéries nocives, sont sujettes à la casse et sont relativement coûteuses à fabriquer.

RWB Water Services s'est donc arrêté sur les membranes céramiques et a commencé les essais en 2009. Le projet IWEC, qui rassemble également un fournisseur néerlandais d'eau potable et une unité de fabrication polonaise, a commencé trois ans plus tard.

La fabrication des membranes en Pologne de maintenir des coûts bas. «Nous devons faire preuve d'innovation, et une solution plus chère ne peut pas être innovante», explique Reigersman.



En plus de leurs avantages en termes de coût et de santé, les membranes en céramique ont une durée de vie de 15 à 20 ans (contre une moyenne de 5 ans pour les filtres conventionnels). À l'issue de leur cycle de vie, les membranes peuvent également être recyclées, pour la fabrication de tuiles, par exemple. L'équipe souhaite approfondir le comportement des membranes à la réutilisation, un élément important pour IWEC, avant la fin du projet.

Les plus grands obstacles rencontrés étaient liés au marché plus qu'aux défis technologiques qui ont été jusqu'ici la principale pierre d'achoppement. Une taxe sur l'eau souterraine avait été mise en place aux Pays-Bas, même si elle est désormais levée. Les pays de l'UE n'ont pas encore mis en œuvre de législation commune sur les méthodes de réutilisation et de contrôle de l'eau.

L'équipe IWEC reste cependant très optimiste. «Le démarrage a été plus difficile que prévu, mais il semble que nous ayons eu un certain succès avec la suppression de certains obstacles liés au marché», explique Reigersman.

Si la démonstration s'avère convaincante, Reigersman espère faire des membranes céramiques la solution standard pour la réutilisation de l'eau aux Pays-Bas, il pourra alors se consacrer aux autres problèmes.

L'Europe du Sud est déjà hors agenda car les pertes d'eau lors de la distribution sont déjà très élevées; en effet, dans certains cas entre 10 et 30 pour cent. «Cela n'a aucun sens d'investir dans un projet permettant d'économiser 5 pour cent si les pertes sont si élevées ailleurs», explique Reigersman.

Mais d'autres pays entendront certainement parler très prochainement du travail fait par IWEC. L'équipe s'oriente déjà vers le marché allemand et a fait un inventaire du marché pour plusieurs pays. Le plan est de commencer dans les pays où l'eau potable est encore chère, comme le Danemark.

Le projet IWEC reçoit plus de 847 000 euros de subventions de l'UE à travers son programme d'éco-innovation. Il devrait prendre fin en juin 2015.

Pour plus d'informations, veuillez consulter:

IWEC

<http://www.iwec-water-reuse.eu/index.htm>

Fiche d'informations du projet:

[http://cordis.europa.eu/projects/rcn/108936\\_fr.html](http://cordis.europa.eu/projects/rcn/108936_fr.html)

**LIRE EGALEMENT:** [34164](#)

**Catégorie:** Projets

**Source des informations:** IWEC

**Référence du Document:** D'après un entretien avec le coordinateur d'IWEC

**Codes de Classification de l'Index des Sujets:** Protection de l'environnement; Ressources en eau et gestion

**CNW Telbec**  
**19 sep. 2013**

## **La CMQ reçoit avec satisfaction un premier portrait des eaux souterraines de son territoire**

QUÉBEC, le 19 sept. 2013 /CNW Telbec/ - Réunis en séance publique, les membres du conseil de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) ont pris acte du rapport final du Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec (PACES-CMQ).

Réalisée par le Département de géologie et de génie géologique de l'Université Laval grâce au soutien financier du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), de la CMQ et de divers autres partenaires, cette remarquable étude dresse pour la première fois le portrait de la ressource en eau souterraine sur le territoire des 28 municipalités de la Communauté métropolitaine de Québec. Outre sa contribution financière, la CMQ aura mis à la disposition des auteurs de cette étude son expertise en matière de géomatique, et ce, durant près de trois ans.

Rappelons que l'eau souterraine alimente 21 % de la population de la région métropolitaine de Québec, soit environ 148 000 citoyens. Dans l'étude qu'ils viennent de réaliser, les chercheurs de l'Université Laval ont notamment établi d'où l'eau souterraine provient et où elle va, les quantités disponibles, la qualité de cette eau et sa vulnérabilité face aux activités humaines. Son potentiel géothermique pour le chauffage et la climatisation de certains bâtiments a également été évalué.

Comme elle s'y était engagée dans son Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), la CMQ transmettra les résultats de l'étude à ses composantes puis travaillera à identifier les mesures à mettre en place pour assurer la protection des eaux souterraines de son territoire.

SOURCE Communauté métropolitaine de Québec

Renseignements :

Source :

Benoît Massicotte

Directeur des communications et des affaires corporatives

418 641-6250, poste 1210

[www.cmquebec.qc.ca](http://www.cmquebec.qc.ca)

Pour information :

René Therrien

Professeur, Département de géologie et de génie géologique

Université Laval

418 656-7368